



ARRÊTÉ DU MAIRE N°T 2026-01-06T

Objet : Réglementation du stationnement. **Travaux sur demie chaussée – du dimanche 22 février 2026 à 20h00 inclus au jeudi 27 avril 2026 à 19h00 inclus au droit de l’avenue des Princes.**

Le Maire de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2,

VU le Code de la route l’article R 417 -1, R 417-5, R 417-8, R 417-10, R 417-11, R 417-12 et R 325-1,

VU la Circulaire ministérielle n° 188 du 7 Avril 1967 relative aux pouvoirs de police confiés aux Maires en matière de circulation,

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU l’Instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – huitième partie signalisation temporaire,

VU l’Instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée par l’arrêté du 15 Juillet 1974, par la Circulaire n°68-103 du 30 Octobre 1968 et par l’arrêté du 24 novembre 1967, modifié par les arrêtés des 17 octobre 1968 et 23 juillet 1970, 8 mars 1971 et 10 juillet 1974,

CONSIDÉRANT qu’en raison de travaux de chaussée réalisés par la société EURO CABLES RESEAUX ECR (8, rue de l’Industrie 77550 LIMOGES FOURCHES ; tel : 06.17.68.37.37) il est nécessaire de prendre les mesures d’ordre général propres à assurer le bon déroulement de ces travaux et la sécurité publique,

CONSIDÉRANT que des mesures restrictives temporaires doivent être apportées, portant sur la réglementation de la circulation et du stationnement.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Travaux sur demie chaussée – du dimanche 22 février 2026 à 20h00 inclus au jeudi 27 avril 2026 à 19h00 inclus le stationnement est interdit au droit de l’avenue des Princes.

ARTICLE 2 : Pendant la durée des travaux, la circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité. La vitesse de circulation sera limitée à 20 km/h.

ARTICLE 3 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l’instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l’arrêté interministériel du 6 Novembre 1992. Le pétitionnaire sera seule responsable des accidents pouvant survenir du fait de la mauvaise implantation, de l’apposition de panneaux non appropriés et/ou du mauvais entretien de la signalisation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig, 93100, Montreuil) dans un délai de deux mois à compter sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit.

ARTICLE 5 : Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Commissaire de Noisy-le-Grand, le Commandant de la BSPP de Noisy-le-Grand, Madame la Directrice des Services Techniques, Madame la Cheffe de la Police Municipale de Gournay-sur-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE
A la date de signature de l'arrêté

Fait à Gournay-sur-Marne,
le 27 janvier 2026



L'adjoint au Maire
Chargé du Cadre de Vie
Delphine SCHLEGEL